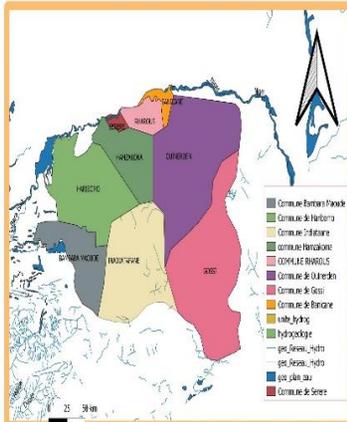


Rapport

Evaluation Rapide de Protection d'Inadiatafane (Taswat, Ballosan et Alahoyri)

 <p>Commune d'Inadiatafane, site de Taswat, de Ballosan et d'Alahoyri</p> <p>Coordonnée GPS</p> <p>N15°14'33,07''</p> <p>O 2°4'33,78''</p> <p>N15°35'81,42''</p> <p>O2°13'01,14''</p> <p>N15°10'30,02''</p> <p>O2°4'57,30''</p>	<p>Dernière mise à jour</p> <p>27/08/2021</p>
	<p>Dates de l'ERP</p> <p>Du 16 au 21 Septembre 2021</p>
	<p>Localités affectées</p> <p>Région de : Tombouctou Cercle de : Gourma-Rharous Commune de : Inadiatafane, Village de : Taswat, Ballousane et Alahoyri</p>
	<p>Populations affectées</p> <p>La population qui a fait l'objet de cette évaluation avait fui la commune de Boni dans le cercle de Douentza pour se réfugier dans le cercle de Gourma-Rharous sur les sites de Taswat, Ballosane et Alhouïri dans la commune rurale d'Inadiatafane après avoir fait l'objet de violations graves de droits de l'homme.</p> <p>Cette population est composée de Songhoy, peul, tamasheq noire et blanc, Arabe, Maure, et dogon.</p> <p>Les informations recueillies sur le terrain font état de 260 ménages déplacés, pour une population de 1560 personnes dont 112 filles et 98 garçons.</p>
	<p>Déclencheur de l'ERP</p> <p>Cette évaluation avait été déclenchée à la suite d'une alerte partagée par le programme RRM à la date du 22/08/2021</p> <p>Ce mouvement de population serait consécutif à des violents affrontements armés survenus à Nokara commune de Hairé cercle de Douentza région de Mopti, le jeudi 19 Août 2021 entre les FAMA et des présumés groupes armés non étatiques. Ces affrontements, qui auraient occasionné des pertes en vies humaines et des blessés dans le rang des forces armées et de défense, ont occasionné des ratisages dans la zone à la recherche des complices ou des gens qui auraient donné des informations aux groupes armés non étatiques. Ces actes qui auraient créé une psychose au sein de la population civile qui par peur de représailles ou d'être prise comme cible auraient décidé de fuir leurs villages pour se réfugier sur les sites de Ballousane, Taswat et Tintassalfen dans la commune d'Inadiatafane.</p>
<p>Méthodologie</p> <p>Il faut noter que vu la sensibilité du contexte et l'opposition des GANE à la présence de staff féminin sur le terrain, l'évaluation a été menée uniquement par l'équipe masculine de protection.</p> <p>Il faut également noter qu'aucun focus group ni entretien n'a été tenu avec les femmes.</p> <p>Pour recueillir les informations auprès des déplacés, nous avons procédé comme suit sur les deux sites :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ 3 entretiens avec les informateurs clés (3 hommes) ; ○ 2 focus group avec les hommes de 18 à 25 ans ; 	

		<ul style="list-style-type: none"> ○ 2 focus group avec les hommes de 26 à 40 ans ; ○ 2 focus group avec les hommes de 40 à 50 ans ; ○ 2 focus group avec les hommes de 50 à 60 ans. <p>L'équipe a pu renseigner aussi 3 fiches d'observation à travers les observations directes effectuées sur les trois sites</p>				
	Résumé des problèmes de protection rapportés	<ul style="list-style-type: none"> - Assassinats, - Enlèvements 	<ul style="list-style-type: none"> - Enlèvement des bétails 	<ul style="list-style-type: none"> - Déni de ressource 	<ul style="list-style-type: none"> - Braquage 	<ul style="list-style-type: none"> - La restriction de mouvement
	Résumé de la situation de protection et recommandations au Cluster Protection	<p>Présentation du contexte général de l'alerte qui a déclenché l'ERP.</p> <p>La situation sécuritaire d'Inadjatafane est apparemment stable, mais la peur est toujours présente dans le cœur des habitants de la commune, les membres de la communauté ne sont pas toujours libres de leur mouvement, et sont sujets des menaces et des intimidations constantes. Pour être en sécurité, les populations ont choisi l'obéissance aux GANE qui contrôlent la zone. Les autorités locales ainsi que les populations de la zone sont tenues de respecter les consignes données par les GANE.</p> <p>Les ONG ne sont pas ciblées, sous réserve de respecter les principes humanitaires. Toutefois certaines activités sensibles ne sont pas encore acceptées dans la zone notamment celles liées aux VBG et la protection de l'enfance.</p> <p>Présentation/description du site de l'ERP.</p> <p>La commune d'Inadiatafane couvre une superficie de 7770 Km2 avec une population de 13 990 habitants, répartie entre 3924 femmes pour 3846 hommes. La population est composée de tamasheq dans sa grande majorité, arabe, sonrhaï, peulh et dogon.</p> <p>Les activités économiques concernent l'élevage, l'agriculture, le maraichage, le commerce, la pêche, l'artisanat et la cueillette.</p> <p>La commune est limitée :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Au Nord par les communes rurales de Gourma Rharous et de seréré, ➤ Au Sud par les communes rurales de Gandamia et de Hairé du cercle de Douentza ➤ A l'Est par les communes rurales de Gossi et de (Hombori cercle) de Douentza ➤ A l'Ouest par les communes rurales de Bambara Maoudé et de Haribomo <p>La commune rurale d'Inadjatane n'a qu'un seul CSCOM qui couvre tous les villages, ce qui fait que les services ne sont pas toujours accessibles, au vu de la distance. Toutefois, le CSCOM est fonctionnel, tous les personnels sont présents pour assurer le service minimum.</p>				

		<p>Toutes les écoles sont fermées depuis le début de la crise de 2012, il y'a que quelques écoles coraniques qui sont autorisées et fonctionnelles dans la commune</p> <p>Les actions en cours : l'action en cours est l'évaluation multisectorielle conduite par le programme RRM de NRC auprès des personnes déplacées</p> <p>Résumé des résultats principaux de l'ERP et des recommandations principales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire des sensibilisations sur la COVID-19 - Faire la prise en charge psychosociale des enfants de moins de 18 ans - Faire une assistance multisectorielle aux populations déplacées et communautés locales - Faire des sensibilisations auprès des autorités locales pour la nécessité d'ouvrir les écoles et d'insérer un programme d'apprentissage de la lecture du coran - Assister les personnes déplacées à l'obtention des documents fonciers pour les terres qui leur seront attribuées - Plaider auprès des acteurs pour la réalisation des points d'eau pour les populations déplacées. 				
	Sévérité de la situation	1	2	3	4	5

Thème de Protection	Résultat	Commentaires	Recommandations (à lister par ordre prioritaire)
Sécurité et protection générale		<p>Au sortir des focus groups, il ressort que les personnes déplacées internes ont été contraintes de fuir suite aux exactions et intimidations de quitter leur localité d'origine où ils avaient tous leurs biens pour essayer de trouver refuge à Inadiatafane avec leurs familles. Ils affirment que depuis leur arrivée, ils se sentent en sécurité. Toutefois la peur et la psychose persistent car la situation peut changer à tout moment. La zone est une zone difficile d'accès et est sous le contrôle des</p>	<p>Aux autorités politiques et administratives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer la sécurité des personnes afin d'atténuer les risques de protection. <p>Aux acteurs humanitaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Apporter une assistance alimentaire et NFIs aux PDI - Construire ou réhabiliter les points d'eau pour assurer l'accès à l'eau potable afin de réduire les risques pour les populations

		<p>hommes armés à idéologies religieuses avec souvent des restrictions de mouvement.</p> <p>Les déplacés disent avoir de bonnes relations avec la communauté locale. La difficulté majeure à laquelle la communauté est confrontée est le manque d'accès aux services sociaux de base (l'eau, la santé, l'éducation etc). L'eau sur les sites de déplacement est pratiquement imbuvable et constitue un risque de protection majeur pour les populations. Il est à noter que selon les personnes déplacées, leurs besoins prioritaires sont l'eau, les vivres ; les abris, les médicaments, les NFI car les PDI ont quitté chez eux les mains vides. Les PDI vivent sous des tentes de fortunes exposées à tous les aléas climatiques. Cette nouvelle situation a plongé les femmes, les hommes, les garçons et les filles dans une vulnérabilité profonde et ils n'ont aucun moyen pour y faire face. Pour pallier à cette situation, les hommes tentent de partir en ville pour aller chercher le moyen de subvenir aux besoins de leurs familles au risque de leurs vies.</p> <p>Les déplacés affirment être venus après la saison de culture donc n'aurons pas la chance de cultiver cette année.</p>	<p>- Apporter une assistance en kit vestimentaire pour réduire les risques de protection pour les PDI</p>
<p>Mouvement de population</p>		<p>Dans une situation de trouble généralisé, les réactions des PDI étaient différentes et parfois opposées sur le lieu d'origine, quant à la décision de partir, Certains ont pris la décision de quitter leur localité à cause des représailles et de la grande insécurité. Chacun se cherchait un refuge plus sûr ailleurs. Certains se sont organisés pour quitter ensemble à la suite de réunions clandestines, d'autres sont partis seuls la nuit pour se retrouver à un lieu pré-identifié. A leur arrivée à Inadiatafane, les sites de déplacement étaient différents en fonction de la résistance des uns et des</p>	<p>- Aux acteurs humanitaires</p> <p>- Assister les PDI en kits NFI ;</p> <p>- Assister les déplacés en abris.</p>

		<p>autres. C'est ainsi que les PDI se sont installées éparpillées sur les différents sites.</p> <p>Les moyens qui les ont permis de partir étaient rudimentaires. Ils étaient à pied pour la plupart, d'autres étaient à dos d'ânes, d'autres sur des chariots et certains à moto. En fonction de moyens dont chacun disposait et cela lui permettait de partir discrètement. Les lieux étaient différents, les déplacés ont suivi deux itinéraires tels que : Nokra tembandia, Founétanda, Boni Bessoudourgama, Tassouwat ; Alahoyri, Tirsawatit, Dourgama et Taswat. L'autre itinéraire commençait à partir de Boni, ensuite ils ont suivi le chemin suivant : Boni Bessoudourgama, Tassouwat ; Alahoyri, Tirsawatit, Dourgama et Taswat.</p> <p>Dans la précipitation et pour pouvoir quitter en toute discrétion, les déplacés ont quitté les mains vides; ils ont juste pris un peu d'eau pour la route. Ils affirment que pour le moment ils vont rester à Inadiatafane sur leurs sites de déplacement. D'autres estiment ne jamais vouloir retourner tant que les violations des droits de l'homme continueront dans leur zone d'origine. Ils affirment retourner un jour si la sécurité le permet et que les conditions soient réunies mais aussi longtemps que les tensions continuent, ils vont rester sur place. Selon certaines PDI de Ballosan la question de retourner chez elles ne se pose même pas. Elles disent vouloir retourner chez elles dès que le calme y revient car rien ne vaut plus que chez soi.</p>	
<p>Cohésion sociale</p>		<p>Les PDI affirment que pour le moment, ils n'ont rencontré aucun problème avec la population locale depuis leur arrivée. Ils affirment que la population locale était accueillante et les aide à pouvoir supporter cette dure épreuve.</p> <p>Il n'y a aucune tension entre les différents membres</p>	<p>Aux acteurs du cluster WASH</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construire des points d'eau afin de réduire les risques de tension qui pourraient fragiliser le tissu social. <p>Aux acteurs du cluster Sécurité Alimentaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les PDI en intrants agricoles

		<p>de la communauté hôte et les déplacés. La communauté hôte, malgré qu'elle soit aussi dans le besoin, a accepté de partager leurs maigres ressources avec les personnes déplacées.</p> <p>La communauté hôte a promis d'octroyer aux PDIs des terres à partir de la campagne agricole prochaine afin de leur permettre de subvenir à leurs besoins. Le problème principal auquel les deux communautés pourraient être confrontées dans l'avenir est un problème de ressources car il n'y a pas assez d'eau de boisson et à fortiori de l'eau pour cultiver la terre. Ce problème persiste et risque d'engendrer d'autres situations inattendues comme les tensions autour des points d'eau entre les PDIs et la population locale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Apporter une assistance en AGRs
<p>Protection de l'enfance</p>		<p>Au regard des différents entretiens avec les déplacés, le conflit dans son large éventail, n'épargne personne, surtout les femmes et les enfants. Les enfants étant la couche la plus vulnérable ont subi des chocs qui risquent de jouer sur leur avenir et leur développement. Ils sont exposés aux maladies et à la malnutrition.</p> <p>Au même titre que les adultes, ils sont aussi exposés au manque d'eau potable.</p> <p>Les combats dans la zone auxquels les enfants ont assisté et aussi le traumatisme et la fatigue due au voyage lors du déplacement a développé un senti de peur chez les enfants.</p> <p>Cette peur se manifeste par une méfiance des personnes étrangères et aussi des sommeils agités.</p> <p>Le manque d'espace de jeu et des activités récréatives contribuent aussi à l'augmentation du niveau de stress chez les enfants.</p> <p>Les parents aussi bien que les enfants sont dans cette situation précaire. Les enfants accompagnent les</p>	<p>Aux acteurs du cluster protection de l'enfance</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des centres CAC dans lequel on insère la lecture coranique également - Doter les enfants de matériels didactiques leur permettant de suivre les cours - Instaurer des goutés pour les enfants. - Appuyer les parents en CASH Monétaire pour prendre en charge les dépenses des enfants. - Assurer la prise en charge psychologique des enfants. - Assister les enfants en kits vestimentaires

		<p>parents afin de les aider dans les activités pour subvenir à leurs besoins.</p> <p>Certains enfants fréquentent les écoles coraniques, mais selon les entretiens avec les informateurs clés la plupart des enfants ne fréquentent pas l'école coranique mais aident plutôt les parents. Aucun enfant ne fréquente l'école classique. Ces écoles ont été soit fermées, soit elles n'ont jamais existé. Les enfants font des travaux comme conduire les animaux ou utiliser les charrettes pour faire des travaux afin de gagner de l'argent pour aider la famille. Les familles de la communauté locale s'organisent pour que les enfants déplacés puissent intégrer la communauté et assurer la cohésion sociale. Les communautés les aident en leur donnant à manger, leur donnent des petits travaux. Les besoins particuliers des enfants sont la nourriture, l'éducation, abris, les médicaments et les vêtements.</p>	
<p>Violences basées sur le genre</p>		<p>Au regard de certains entretiens avec les informateurs clés, Ils ressortent que les femmes ne rencontrent aucun problème de sécurité. Elles vaquent à leurs occupations quotidiennes tranquillement entre les sites et les alentours.</p> <p>Toutefois, Les femmes ont peur, leurs mouvements sont réduits, les points d'eau sont très loin du campement. Aller chercher du bois de chauffe est difficile pour les femmes car c'est sur de longues distances. Elles sont obligées de faire des kilomètres pour se rendre à la marre la plus proche, ce qui peut leur faire courir des risques graves tels que le viol, les agressions physiques. Les femmes parcourent des longues distances allant de 3 à 10 km pour puiser de l'eau de boisson qu'elles transportent sur la tête et d'autres sur des charrettes. A noter qu'aucun focus group ni entretien clé n'a été conduit avec les femmes vu le contexte sensible de la zone et l'hostilité aux</p>	<p>Aux acteurs WASH</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construire/ Réhabiliter des points d'eau accessibles pour les femmes sur le site afin de réduire les risques liés aux VBG - Construire des latrines séparées sur le site pour les hommes et les femmes

		<p>aspects de protection liés aux violences basées sur le genre. Cela a limité la possibilité de faire une analyse objective de la situation.</p>	
<p>Personnes à besoins spécifiques</p>		<p>A la lumière des informations reçues lors des groupes de discussion et les entretiens avec les informateurs clés, les femmes, les enfants et les personnes âgées sont les plus affectés par le déplacement.</p> <p>Ils sont fragiles et il était difficile pour eux de faire ce long mouvement dans des conditions climatiques difficiles. Les personnes à besoins spécifiques sur les sites sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un homme paralysé du côté gauche et qui a besoin des soins adaptés et un suivi approprié - un handicapé physique qui bouge rarement. - un homme ayant subi plusieurs opérations mais qui continue à se plaindre toujours de douleurs à la suite de ces opérations <p>Aucune prise en charge n'est disponible vu la distance les séparant du chef-lieu de cercle ou de région où ils peuvent bénéficier de soins appropriés.</p> <p>Les hommes ne sont pas toujours présents pour assurer la protection des membres de leur famille, car ils partent à la recherche du pain quotidien.</p>	<p>Aux acteurs humanitaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Apporter une assistance médicale aux personnes à besoins spécifiques - Apporter une assistance alimentaire et NFI pour les personnes à besoins spécifiques
<p>Ressenti psychologique</p>		<p>A travers les différents entretiens et les discussions de groupe, les personnes déplacées disent se sentir en sécurité sur le site d'accueil. Les PDIs disent que malgré que leur zone d'accueil soit relativement stable ces derniers temps, Ils ont toujours peur car tout peut leur arriver à cause de l'insécurité récurrente dans la zone.</p> <p>Pendant nos observations beaucoup d'enfants avaient</p>	<p>Aux acteurs de protection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre en place des espaces amis des enfants - Assurer une prise en charge psychosociale des enfants de moins de 18 ans

		<p>les yeux braqués sur nous avec méfiance vu que nous sommes étrangers.</p> <p>Sur le site d'Alahoyri, les enfants avaient très peur de venir vers l'équipe d'évaluation, ils étaient distants et observaient de loin. La peur et la méfiance se lisaient sur leurs visages et à travers leur comportement.</p> <p>Les adultes également ont affiché la méfiance à cause de la peur des représailles et des opérations militaires inopinées ces derniers temps.</p> <p>Cet état de fait les a poussés à être méfiants et à se renfermer sur eux-mêmes.</p>	
<p>Lutte anti-mine</p>		<p>Pendant les échanges des groupes de discussion et avec les informateurs clés, aucune présence ou signe d'engin explosif de guerre (mines, restes d'engins explosifs de guerre) de nature improvisée n'a été signalée sur le site d'accueil et ses alentours. Selon les PDI il n'y a pas d'engins explosifs dans les sites et ils vaquent sans crainte liée aux EEI à leurs occupations.</p> <p>Depuis leur arrivée jusqu'au déroulement de l'évaluation, ils n'ont pas entendu la présence d'engins explosifs dans la zone ni entendu quelqu'un qui en a été victime.</p>	
<p>Logement, terre, propriété et ressources naturelles</p>		<p>Lors des discussions de groupe et les entretiens avec les informateurs clés, il a été noté qu'aucun problème d'accès à la terre et aux ressources naturelles n'a été signalé pour le moment. Les communautés hôtes ont été bien accueillantes.</p> <p>La distribution et l'accès à la terre se fait de façon traditionnelle. Il n'existe quasiment pas de titre administratif de propriété dans la zone. Les litiges fonciers se règlent de façon traditionnelle. Toutefois, par rapport à l'accès aux ressources naturelles, l'insuffisance d'eau peut créer une tension autour des points de desserte avec la pression due à l'arrivée des personnes déplacées. Celles-ci disent n'avoir pas les</p>	<p>Au Groupe de Travail documentation civile :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les communautés et autorités coutumières sur la nécessité d'avoir des documents fonciers et sur les procédures d'obtention de ces documents.

		moyens d'exploiter la terre pour assurer la prise en charge de leurs besoins prioritaires sans aide extérieure.	
Accès aux services de base		<p>Lors des discussions de groupe et les interviews avec les informateurs clés, il a été rapporté qu'aucun centre de santé n'est proche des sites d'accueil. Il faut au moins 37 km pour les PDIs de Taswat, 40 km pour ceux de Ballosan et 47 km pour ceux de Alahoyri pour avoir accès au CSCOM d'Inadiatafane (chef-lieu de commune). Il est donc difficile de s'y rendre sauf en cas de force majeure. IL est à noter aussi que l'insécurité, la distance et la pauvreté jouent beaucoup sur l'accès aux services de santé. S'approvisionner en eau est difficile pour eux car l'eau est rare et de mauvaise qualité. Il a été remarqué qu'à Taswat beaucoup d'enfants sont malades à cause des moustiques et aussi la consommation des eaux stagnantes de pluie. La plupart des enfants n'ont pas d'acte de naissance. La plupart des adultes également n'ont pas de carte d'identité nationale.</p> <p>Les femmes font recours dans le site aux accoucheuses traditionnelles.</p> <p>A Taswat il y a un puits à grand diamètre à environ 1 km du site et un forage pas fonctionnel. Mais il faut retenir que le puits n'assure pas le besoin des habitants durant toute l'année. A Ballozane et Alahoyri, il n'y a ni puits ni forage pour s'approvisionner. Il faut faire 2 km pendant la saison des pluies et 5 km quand les mares proches ont tari. Il n'y a pas d'infrastructures scolaires ni à Taswat, ni à Ballozane et encore moins à Alhouiri.</p>	<p>Aux acteurs de santé</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les femmes à aller accoucher dans les centres de santé, <p>Aux acteurs documentation civile :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les communautés sur l'importance des documents d'état-civil (acte de naissance, carte d'identité nationale) <p>Au cluster WASH</p> <p>Construire/réhabiliter des points d'eau afin de diminuer la pression autour des points d'eau.</p>
Impact du COVID-19 sur la protection		Depuis le début de la pandémie du COVID-19 le cercle de Gourma-Rharous n'a enregistré aucun cas. La	<p>Acteurs humanitaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire des sensibilisations sur la COVID-19

		<p>majorité des personnes interviewées disent connaître bien la maladie et les mesures barrières, mais ne les respectent jamais. Les habitudes des populations n'ont pas changé dans ces zones.</p> <p>Ils ont eu accès à l'information sur le COVID-19 via les radios et les réseaux sociaux.</p> <p>Mais il est à noter que les mesures barrières sont appliquées lorsqu'ils se rendent dans les services de soins car c'est obligatoire pour accéder au centre de santé.</p> <p>Les informations qu'ils veulent avoir sur le COVID-19 c'est de savoir son ampleur et voir des informations par rapport aux vaccins. Ils souhaitent avoir ces informations via la radio, les réseaux sociaux et les sensibilisations sur les mesures barrières.</p>	<ul style="list-style-type: none">- Permettre aux PDI d'accéder aux vaccins
--	--	---	---